

Questions orales

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Madame le Président, il est évident que je ne prône pas l'injustice. Cependant, je dois me montrer prudent parce que la dernière fois que le député et son ancien chef ont soulevé cette question, ils étaient tous les deux dans l'erreur et j'ai dû leur fournir un avis juridique. C'est pourquoi je veux vérifier les faits avant de répondre aux allégations du député.

* * *

● (1125)

LE TRANSPORT AÉRIEN**LA VENTE DE BILLETS À RABAIS PAR AIR CANADA—LE RÔLE DE LA LIGNE AMÉRICAINE CONTINENTAL AIRLINES**

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, le ministre des Transports sait mieux que quiconque que les États-Unis tiennent des milliers de touristes canadiens en otage pour sauver la ligne américaine Continental Airlines. Le ministre est-il aussi au courant des liens qui pourraient exister entre la société aérienne et la CIA, la Maison-Blanche et l'organisme qui a annulé les tarifs à rabais d'Air Canada, le Civil Aeronautics Board des États-Unis, et, si oui, que fait le gouvernement canadien à ce sujet?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, de toute évidence, je ne peux pas m'immiscer dans les affaires des États-Unis. Je suis conscient du pouvoir de Continental Airlines, je suis conscient du pouvoir du gouvernement américain. Comme je suis réaliste, nous débattons la question depuis un certain nombre de jours. À 11 heures, nous avons le feu vert, à 11 h 10, le feu rouge. Nous nous occupons activement de cette affaire. Je me soucie au plus haut point des intérêts de l'ouest du Canada et de ceux de CP Air et mes collègues de cette région suivent tous mes gestes de près.

M. Baker (Nepean-Carleton): Vous risquez le tout pour le tout parce que vous n'avez rien à perdre!

M. Pepin: Je suis extrêmement prudent, surtout en ce qui concerne la liaison du Pacifique entre le Canada et l'Australie. Cette route s'est développée sur une vingtaine d'années et nous n'allons pas l'abandonner de sitôt. Nous poursuivons les pourparlers en espérant qu'ils seront fructueux.

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS VIS-À-VIS NOS ACCORDS AÉRIENS AVEC LES AUTRES PAYS

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, comme tout le monde le sait, la société Continental Airlines veut réduire le nombre des vols de sociétés canadiennes à destination de l'Orient, car elle a perdu une part du marché depuis la fin de la guerre du Viet-Nam.

Je sais que les négociations sont entrées dans une phase extrêmement délicate, mais je voudrais connaître en détail les mesures que le gouvernement canadien se propose de prendre, afin d'empêcher les autorités américaines de s'ingérer dans la politique du Canada en matière de lignes aériennes, dans nos relations étrangères et nos traités avec l'Australie ainsi que dans nos liaisons aériennes avec ce pays.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, on ne peut parler d'ingérence dans ce cas-là. Nous avons une frontière commune avec les États-Unis, frontière qui est ouverte. Nous devons négocier avec les États-Unis, afin d'assurer des liaisons entre les deux pays et de faciliter au

maximum les communications entre Canadiens et Américains. C'est une tâche redoutable à cause de la géographie et des populations concernées. En effet, la population des États-Unis est dix fois plus importante que celle du Canada; en conséquence, pour les Américains, les destinations canadiennes ne sont qu'une extension de leur propre réseau. Pour nous, chacune de ces liaisons est unique; il faut la développer et en assurer la rentabilité.

Certains Américains ne le comprennent pas très bien, et je ne peux les en blâmer. C'est le droit des grandes puissances de ne pas comprendre les droits des pays plus petits. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années maintenant, nous discutons de cette question. Nous sommes maintenant entrés dans la septième ronde de négociations avec les Américains sur les liaisons aériennes. Nous avons échoué jusqu'à maintenant. Nous pensons qu'ils ne comprennent pas notre point de vue et ils jugent que nous faisons traîner les choses.

Cette situation montre bien où cela peut nous conduire. Dans ce cas, les Américains ont lié une décision relative aux tarifs spéciaux d'Air Canada et des lignes aériennes américaines au règlement de la question de la société Continental. Nous sommes très prudents, car, dans le règlement de cette dernière question, les Américains risquent de jeter des têtes de pont, d'établir des principes dont nous ne voulons pas. C'est pourquoi la négociation est tellement complexe. C'est très difficile, mais nous espérons que le bon sens l'emportera et que les gens seront en mesure de voyager.

M. Rose: Madame le Président, le ministre est trop diplomate pour dire qu'il y a des divergences de vues fondamentales qui nous opposent. Il y a une différence entre la réglementation et la protection de nos lignes aériennes et la politique de déréglementation en vigueur aux États-Unis, politique qui a ruiné de nombreuses lignes aériennes américaines qui doivent des sommes astronomiques aux banques. Je ne suis pas intéressé à sauver la société Continental Airlines, afin d'épargner l'empire des Rockefeller et je suis persuadé qu'il en va de même des autres Canadiens.

LE DANGER QUE PRÉSENTE LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, je voudrais que le ministre nous garantisse qu'il ne laissera pas les Américains établir des têtes de pont sur la ligne Canada-Australie. Si nous laissons aux compagnies américaines les passagers canadiens à destination de l'Australie, ce ne sera pas long avant que les autorités américaines n'essaient de faire de même pour les destinations européennes?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je remercie le député de son conseil. J'avais déjà pensé à un certain nombre de ces choses, sinon à toutes. La difficulté, maintenant, c'est d'essayer de prendre trois points importants en considération. D'abord, il y a les 100,000 personnes qui ont prévu d'aller aux États-Unis pour rendre visite à leur tante Annie ou à leur oncle Charles, ou pour toute autre raison. Nous ne l'oublions pas, mais nous essayons de protéger la route du Pacifique de CP. Par ailleurs, nous nous préoccupons aussi de l'atmosphère générale des relations entre le Canada et les États-Unis. Nous essayons de combiner tout ces ingrédients et d'en faire quelque chose de potable.